

qui est sans doute, à l'heure où nous parlons, la plus grande catastrophe humanitaire que connaît la planète.

Relais des forces françaises par la MINUAR II - nécessité d'une mobilisation humanitaire

Q - Quels sont les contingents qui vont arriver sur zone ?

R - Les choses se mettent en place progressivement. Nous savons en particulier qu'un contingent ghanéen important devrait arriver mi-juillet. D'autres pays sont en train de préciser leurs offres. Il y a sur le papier les 5 000 hommes nécessaires. Ce qui manque, ce sont les équipements, l'entraînement et les moyens de transport. Il faut que certains pays qui ne veulent pas envoyer de troupes et qui sont des pays riches, puissent participer à l'aspect logistique des opérations.

Q - Le G7 a changé quelque chose sur ce point ?

R - Nous avons enregistré de la part de tous nos partenaires un engagement sur les trois points qui nous intéressent, à savoir : un appel au cessez-le-feu et à la reprise du dialogue politique. Le FPR a fait savoir que tel était son objectif, nous nous en réjouissons. Deuxièmement un appel à l'accélération du déploiement de la force des Nations unies, et ça c'est très positif. Et troisièmement, un appel à une mobilisation humanitaire. C'est également, ce nous souhaitons. Donc les orientations prises par le G7 et qui, je l'espère, seront confirmées à Huit aujourd'hui vont tout-à-fait dans la direction souhaitée par la France.

NAPLES, 10 JUILLET 1994

Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à France Télévision

Bosnie - négociations de Genève

Q - Monsieur le ministre, on reprend les trois points principaux de cette déclaration sur laquelle vous avez travaillé avec vos collègues. Et donc la Bosnie d'abord.

R - Notre message est très clair sur la Bosnie. Nous disons aux deux parties en présence, c'est-à-dire à la Fédération croato-musulmane d'un côté et aux Serbes de l'autre, qu'il faut accepter le plan qui leur a été proposé à Genève par les Européens, les Russes et les Américains. Et nous insistons vivement sur l'urgence de conclure. Une date butoir a été fixée, c'est celle du 19 juillet. Je crois que l'engagement des chefs d'Etat et de gouvernement sera très utile.

Q - Est-ce que vous avez le sentiment que les protagonistes sont prêts à accepter ce règlement ? Jusqu'à présent, ils ont tergiversé.

R - Ils ont souvent tergiversé. Vous avez raison de le dire. Il semble que du côté de la Fédération croato-musulmane l'accueil soit plutôt positif. Le Président Izetbegovic et le Premier ministre Silajdzic ont indiqué qu'ils recommanderaient l'adoption de ce plan. Du côté des Bosno-Serbes en revanche, les réticences semblent plus fortes. C'est la raison pour laquelle, avec mon

collègue Douglas Hurd, j'envisage de me rendre sur place pour convaincre les Bosno-Serbes que maintenant il est de leur intérêt, comme de l'intérêt d'ailleurs des Croato-Musulmans, de faire la paix plutôt que de continuer la guerre.

Rwanda

Q - Deuxième question le Rwanda. Est-ce que la France se sent soutenue ?

R - Oui, nous avons obtenu, dans ce que l'on appelle la Déclaration du Président, les trois points qui nous paraissent aujourd'hui les plus importants. Premièrement, l'appel au cessez-le-feu et à la reprise d'un dialogue politique. On ne s'en tirera pas par une solution militaire. Et vous avez observé d'ailleurs que le Front patriotique rwandais était dans cette position d'esprit. Il faut concrétiser cela maintenant le plus vite possible. Deuxième appel, si je puis dire, l'accélération de la mise en place de la force des Nations unies qui doit prendre notre relève. Le Premier ministre a toujours avancé que Turquoise s'achèverait fin juillet, début août. Il est donc important maintenant que les contingents de casques bleus viennent nous relayer. Ce sera l'objectif d'ailleurs du voyage de M. Balladur à New-York lundi. Enfin, troisième appel, un appel à la mobilisation humanitaire. Il y a plus d'un million de réfugiés dans la zone humanitaire sûre, protégée par les soldats français. Il faut 500 tonnes de vivres et de médicaments par jour. Il y a des risques d'épidémies. La France ne peut pas faire ça toute seule. Il faut que les agences humanitaires des Nations unies et les grandes organisations non gouvernementales se mobilisent parce que c'est la première urgence actuelle sur la planète, ce million de réfugiés.

Q - Est-ce que l'ultimatum du FPR qui demande aux troupes françaises de quitter le territoire rwandais d'ici la fin du mois de juillet peut coïncider avec l'arrivée de la MINUAR ?

R - Vous parlez d'ultimatum. Première nouvelle ! Nous avons des relations constantes avec le Front patriotique rwandais et à aucun moment, ce mot n'a été utilisé. Le FPR a simplement souhaité que les délais fixés par la France soient respectés. C'est bien notre intention. Nous n'avons l'intention de nous plier à aucun ultimatum d'où qu'il vienne, bien sûr.

Algérie - aide économique - dialogue politique

Q - Enfin, dernier point. L'Algérie après la tragédie des sept marins italiens assassinés. Que dit le G7 plus un ?

R - Nous avons, et nous Français nous avons été placés déjà dans cette douloureuse situation, exprimé notre sympathie vis-à-vis des autorités et du peuple italien. Le G7 a réaffirmé ce qui est notre ligne depuis longtemps, à savoir appeler les autorités algériennes à poursuivre, voire à intensifier, le dialogue qu'elles ont avec les forces politiques qui refusent la violence et le terrorisme - il y en a en Algérie - de façon à préparer le moment venu, quand cela sera possible, des élections démocratiques. Et puis nous avons apporté notre soutien, cela me paraît très important, aux efforts réels qui ont été faits par le gouvernement algérien pour réformer son économie, parce que la catastrophe économique